



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-  
GARONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
des territoires**

**Arrêté préfectoral complémentaire relatif à la SCEA ROUMAGNAC exploitant au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, un élevage de poules pondeuses, situé sur la commune de Grenade sur Garonne (31 330)**

**035**

Le préfet de la région Occitanie  
préfet de la Haute-Garonne,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la décision d'exécution (UE) 2017/302 de la commission du 15 février 2017 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil, pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n°77 modifié du 7 juin 2013 portant autorisation d'exploiter un élevage de poules pondeuses sur la commune de Grenade, au bénéfice de l'EARL ROUMAGNAC ;

Vu la prise d'acte du 23 février 2015 relative au changement de statut juridique de l'EARL ROUMAGNAC devenue SCEA ROUMAGNAC ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire consolidé n°118 du 15 juillet 2019 portant autorisation d'exploitation, pour la SCEA de ROUMAGNAC, d'un élevage de poules pondeuses, situé sur la commune de Grenade sur Garonne ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 3 octobre 2019 et l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 181 en date du 21 novembre 2019 notifiant à l'établissement de porter à la connaissance du préfet les modifications réalisées au sein de l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement depuis la dernière prise d'acte ;

Vu le dossier de porter à connaissance transmis à l'Inspection le 01 avril 2020 relatif aux nouvelles conditions d'exploitation de l'installation, liées au changement du mode d'élevage avec passage du système cage à un système de poules au sol avec diminution du nombre de poules, à l'aménagement et l'agrandissement du centre de conditionnement d'œufs par la construction d'un bâtiment de stockage d'emballages, à la modification des installations de production de froid et à la mise en place d'une installation photovoltaïque supplémentaire ;

Vu l'étude de dangers révisée, élaborée à l'initiative de l'exploitant sans réexamen de l'étude de dangers initiale, transmise le 1<sup>er</sup> avril 2020 ;

Vu le dossier de réexamen vis-à-vis des meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles validé par l'inspection des installations classées le 23 juin 2020 ;

Vu le rapport d'appréciation de changement notable de l'inspection des installations classées en date du 28 avril 2020 et les demandes de compléments adressées à l'exploitant les 6 septembre 2021 et 3 février 2022 ;

Considérant que le projet n'engendre pas de rejets ou nuisances supplémentaires ;

Considérant que l'effectif des animaux diminue de 101376 à 81135 poules pondeuses ;

Considérant que les modifications apportées aux installations sont de nature à diminuer l'impact sur l'environnement ;

Considérant que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au titre du R.181-46.I du code de l'environnement ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-21 à R.181-32, ni la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

Considérant que l'exploitant doit mettre en œuvre les meilleures techniques disponibles pour la réduction de la consommation en eau et énergie, pour le stockage et le traitement des effluents de l'installation, pour la réduction des nuisances et des émissions ;

Considérant que les mesures prises par l'exploitant de cette installation, dans les conditions actuelles, permettent de maîtriser les dangers ou inconvénients relatifs aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article R 181-45 du code de l'environnement, il convient de fixer des prescriptions complémentaires pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du même code ;

Considérant que le projet d'arrêté complémentaire a été porté à la connaissance de l'exploitant par un courrier en date du 3 mars 2022, notifié le 8 mars 2022 ;

Considérant les observations formulées par la SCEA de ROUMAGNAC par courrier du 16 mars 2022 sur le projet d'arrêté qui lui a été transmis pour avis ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne,

Arrête :



## TITRE 1: PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

**Art. 1<sup>er</sup>.** – La SCEA de ROUMAGNAC, représentée par Mme Marie-Pierre THOMAS et M. Loïc THOMAS, dont le siège social et l'installation sont implantés chemin de Roumagnac sur la commune de Grenade (31 330), est autorisée, à compter de la notification du présent arrêté et sous réserve du respect de ses prescriptions, à poursuivre l'exploitation de ses activités implantées à la même adresse.

### Art. 2. – Nature et caractéristiques des installations

l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire consolidé n°118 du 15 juillet 2019 est remplacé comme suit :

Rubrique de la nomenclature	Libellé de la rubrique et classement	Seuil	Régime
3660.a Élevage de poules pondeuses	Élevage intensif : a) Avec plus de 40 000 emplacements pour les volailles..... A b) Avec plus de 2 000 emplacements pour les porcs de production (de plus de 30 kg)..... A c) Avec plus de 750 emplacements pour les truies...A	81135	A
2170.2 Fabrication d'engrais organiques	Fabrication des engrais, amendements et supports de culture à partir de matières organiques, à l'exclusion des rubriques 2780 et 2781 : 1. Lorsque la capacité de production est supérieure ou égale à 10 t/j.....A 2. Lorsque la capacité de production est supérieure à 1 t / j et inférieure à 10 t/j..... D	2,5 t/j	D
1530.2 Stockage d'emballage	Dépôt de papier, carton ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés, à l'exception des établissements recevant du public, le volume susceptible d'être stockés étant : 1. Supérieur à 20 000 m <sup>3</sup> (E) 2. Supérieur à 1 000 m <sup>3</sup> mais inférieur ou égal à 20000 m <sup>3</sup> (DC)	5750 m <sup>3</sup>	DC
1434.1 Distribution de carburant	Installation de remplissage ou de distribution de liquides inflammables (à l'exception des stations services visées à la rubrique 1435) de liquides inflammables, liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C, fiouls lourds et pétroles bruts (à l'exception des liquides mentionnés à la rubrique 4755 et des autres boissons alcoolisées) : 1. Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles, le débit maximum de l'installation étant : a) Supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> /h.....A b) Supérieur ou égal à 5 m <sup>3</sup> /h, mais inférieur à 100 m <sup>3</sup> /h..... DC	1.4 m <sup>3</sup> /h	NC
1435 Station service	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs. Le volume annuel de carburant liquide distribué étant : 1. Supérieur à 20 000 m <sup>3</sup> .....E 2. Supérieur à 100 m <sup>3</sup> d'essence ou 500 m <sup>3</sup> au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m <sup>3</sup> ..... .DC	40 m <sup>3</sup>	NC

4734.1 Stockage carburant	de	<p>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et nappes ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines, étant :</p> <p>1. Pour cavités souterraines et stockages enterrés :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 2 500 t..... A</p> <p>b) Supérieure ou égale à 1 000 t mais inférieure à 2 500 t..... E</p> <p>c) Supérieure ou égale à 50 t d'essence ou 250 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total..... DC</p>	910 kg	NC
2160.2 Stockage céréales	de	<p>Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable.</p> <p>2. Autres installations :</p> <p>a) Si le volume total de stockage est supérieur à 15 000 m<sup>3</sup>..... A</p> <p>b) Si le volume total de stockage est supérieur à 5 000 m<sup>3</sup>, mais inférieur ou égal à 15 000 m<sup>3</sup>..... DC</p> <p>Les critères caractérisant les termes silo, silo plat, tente et structure gonflable sont précisés par arrêtés ministériels.</p>	68 m <sup>3</sup>	NC
2910.A Groupe électrogène		<p>Combustion à l'exclusion des installations visées par <a href="#">les rubriques 2770, 2771 et 2971</a>.</p> <p>A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie issus du b (v) de la définition de biomasse ou lorsque la biomasse est issue de déchets au sens de <a href="#">l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement</a>, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique nominale de l'installation est :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 20 MW..... A</p> <p>2. Supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW... DC</p>	688 kW	NC
2920 Installations de compression au centre de conditionnement des œufs		<p>Installation de compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 105 Pa et comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques, la puissance absorbée étant supérieure à 10 MW..... A</p>	647.5 kW	NC



2925 Charge des accumulateurs des transpalettes	Ateliers de charge d'accumulateurs : la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW.....D	8.64 kW	NC
4802.2a Équipements frigorifiques	Gaz à effet de serre fluorés visés à <a href="#">l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014</a> relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant <a href="#">le règlement (CE) n° 842/2006</a> ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par <a href="#">le règlement (CE) n° 1005/2009</a> (fabrication, emploi, stockage). 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg.....DC b) Équipements d'extinction, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 200 kg.....D	259.13 kg	NC

Régime :

A = autorisation

E = enregistrement

DC = déclaration avec contrôle périodique

D = déclaration

NC = non classé

### Art.3. – Situation de l'établissement

L'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire consolidé n°118 du 15 juillet 2019 est remplacé comme suit :

Les installations classées existantes de la SCEA DE ROUMAGNAC sont situées chemin de Roumagnac sur la commune de Grenade. Le projet définitif de l'installation d'élevage et de ses annexes couvre une surface bâtie de :

- 2 349 m<sup>2</sup> au total pour les poulaillers avec 1 095 m<sup>2</sup> pour le P1 et 1 254 m<sup>2</sup> pour le P2 ;
- 1275 m<sup>2</sup> pour le hangar de stockage des fientes, dont 100 m<sup>2</sup> pour l'emplacement du séchoir, et 200 m<sup>2</sup> pour le stockage du matériel des poulaillers ;
- 68 m<sup>3</sup> pour le stockage des céréales ;
- 20 m<sup>2</sup> pour le local « équarissage/congélation » ;
- 4806 m<sup>2</sup> au total pour le centre de conditionnement des œufs et 233 m<sup>2</sup> pour les locaux administratifs (bureaux, vestiaires et salle de pause) ;
- 140 m<sup>2</sup> pour le local de ramassage des œufs ;
- 2 566 m<sup>2</sup> pour le bâtiment « emballages » ;
- surface du hangar « atelier de maintenance + zone de lavage et la surface couverte » : 392m<sup>2</sup> et 190 m<sup>2</sup> ;
- 9 m<sup>2</sup> pour le local technique de surveillance de dispositif de traitement des eaux usées ;
- 82 m<sup>2</sup> pour le local TGBT/ traitement physique de l'eau du forage/ vestiaires.

### Art. 4. – Autres limites de l'autorisation

L'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire consolidé n°118 du 15 juillet 2019 est remplacé comme suit :

Limite de production étant de :

- 913 tonnes de production de fientes par an ;
- 2,5T/j de fabrication d'engrais normalisé se conformant à la norme NF U 42-001 (fientes déshydratées à plus de 80% de matières sèches).

## Art. 5. – Consistance des installations autorisées

l'article 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire consolidé n°118 du 15 juillet 2019 est remplacé comme suit:

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et annexes est organisé selon le tableau ci-dessous :

Bâtiments / annexes	Données
2 bâtiments d'élevage : Poulailler P1 (INUAV : V031AYL): 1 095m <sup>2</sup> Poulailler P2 (INUAV:V031BNK): 1 254m <sup>2</sup>	39 951 poules pondeuses 41 184 poules pondeuses équivalent à 81 135 emplacements volailles
Silos de stockage des céréales	4 silos de 17 m <sup>3</sup> chacun
Salle de ramassage des œufs	26 925 126 œufs/an 140m <sup>2</sup>
Centre de conditionnement	4806m <sup>2</sup> ⇒ 236 000 000 œufs conditionnés
Hangar de séchage et stockage des fientes	100m <sup>2</sup> et 1275m <sup>2</sup>
Hangar «atelier de maintenance» et zone de lavage	392m <sup>2</sup> + 190m <sup>2</sup> de surface couverte
Surface de stockage emballages	2 566m <sup>2</sup>
Local «TGBT/traitement physique de l'eau du forage / vestiaire élevage»	82m <sup>2</sup>
Local «équarrissage/congélation»	20m <sup>2</sup>
Système d'assainissement autonome et local technique de surveillance du dispositif de traitement	–Prétraitement (relevage + dégrillage) + Système de traitement biologique SBR + traitement des boues par filière roseaux plantés –Local technique de 9m <sup>2</sup>
Locaux administratifs	233m <sup>2</sup>
Forage d'eau non potable: puits privé	6 m <sup>3</sup> /h – 10 000 m <sup>3</sup> /an

Autres ouvrages destinés à la protection incendie :

- 1 réserve incendie mobilisable de 120m<sup>3</sup>,
- 3 citernes de respectivement : 240,180 et 120m<sup>3</sup>

## TITRE 2: CONDITIONS GÉNÉRALES

### Art. 6. – Conformité de l'installation

l'article 14-1 de l'arrêté préfectoral complémentaire consolidé n°118 du 15 juillet 2019 est complété comme suit :

Les mots: « et dans les porter à connaissance du 10 février 2015 et du 14 septembre 2017 complétés les 1<sup>er</sup> décembre 2017, 24 mai 2018 et 8 mars 2019 » sont remplacés par les mots « et dans les porter à connaissance du 10 février 2015, du 14 septembre 2017 complétés les 1<sup>er</sup> décembre 2017, 24 mai 2018 et 8 mars 2019 et du 1<sup>er</sup> avril 2020 complété le 17 février 2022 ».

### Art. 7. –Documents à transmettre à l'inspection

L'article 16-1 de l'arrêté préfectoral complémentaire consolidé n°118 du 15 juillet 2019 est abrogé.

### Art. 8. – Documents à établir par l'exploitant

L'article 16-2 de l'arrêté préfectoral complémentaire consolidé n°118 du 15 juillet 2019 est abrogé.



## **Art. 9. – Documents tenus à disposition de l'inspection**

L'article 16-3 de l'arrêté préfectoral complémentaire consolidé n°118 du 15 juillet 2019 est remplacé comme suit :

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- les plans de désinsectisation et de dératisation où sont précisés les rythmes et les moyens d'intervention (art. 22 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 juillet 2019) ;
- les rapports de vérification des installations techniques (art. 25.8 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 juillet 2019) ;
- les justificatifs de la réalisation des travaux sur les installations techniques rendus nécessaires suite aux rapports de vérification (art. 25.8 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 juillet 2019) ;
- les rapports de vérification des installations électriques (art. 25.7 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 juillet 2019) ;
- les justificatifs de la réalisation des travaux sur les installations électriques rendus nécessaires suite aux rapports de vérification (art. 25.7 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 juillet 2019) ;
- les rapports de vérification et d'entretien de tous les dispositifs contribuant aux moyens de secours contre l'incendie (art. 26.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 juillet 2019) ;
- le registre spécial des vérifications de l'étanchéité, des opérations d'entretien et de vidange des ouvrages de rétention (art. 31 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 juillet 2019) ;
- les rapports de vérification et d'entretien des flexibles des installations de distribution et/ou de remplissage de liquides inflammables (art. 35 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 juillet 2019) ;
- les bordereaux d'élimination des boues récupérées par un prestataire externe agréé, provenant du curage des bassins du dispositif d'assainissement non collectif ;
- les rapports de vérification et d'entretien du système d'assainissement non collectif (art. 39-3-2-1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 juillet 2019) ;
- le registre indiquant les volumes d'eau prélevée, les entretiens et contrôles effectués sur le réseau d'eau privé ainsi que les incidents survenus et corrections apportées (art.38-2-3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 juillet 2019) ;
- les résultats des analyses et principaux paramètres des ouvrages de traitement des effluents (art.39.3.2.2 et 39.3.2.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 juillet 2019 ?) ;
- les fiches d'intervention pour chaque opération nécessitant une manipulation des fluides frigorigènes (art. 42.2.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 juillet 2019) ;
- les bordereaux d'élimination des déchets traités à l'extérieur de l'établissement (art. 48.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 juillet 2019) ;
- les mesures acoustiques (art. 53.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 juillet 2019) ;
- Le cahier de suivi du procédé de valorisation des fientes et les justificatifs relatifs à la conformité de chaque lot de produits finis d'engrais organiques normalisés (art 58.2 et art. 59.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 juillet 2019) ;
- le registre de sortie distinguant les produits finis et matières intermédiaires relatif aux engrais organiques normalisés (art. 59.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 juillet 2019) ;
- l'attestation de conformité à la norme en vigueur des ou du décanteur-séparateur des hydrocarbures ;
- les fiches de suivi de nettoyage des ou du décanteur-séparateur des hydrocarbures ;
- le plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de dangers (incendie, explosion, intoxication, etc .) ;
- le plan général des stocks des produits dangereux détenus ;

- le plan général d'implantation des installations de remplissage et/ou de distribution de liquides inflammables ;

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.  
Toutes les pièces archivées de ce dossier sont conservées 5 ans au minimum.

## **TITRE 7 : PRÉVENTION DES RISQUES**

### **Art.10. – Accès et circulation dans l'établissement**

L'article 25-1 de l'arrêté préfectoral complémentaire consolidé n°118 du 15 juillet 2019 est modifié comme suit :

La phrase « L'exploitant doit aménager une deuxième voie d'accès à l'établissement afin qu'elle puisse être utilisée par les engins d'incendie et de secours en cas de sinistre » est supprimée.

## **TITRE 9: PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES**

### **Art. 11. – : Consommation en eau :**

L'article 38-3 de l'arrêté préfectoral complémentaire consolidé n°118 du 15 juillet 2019 est remplacé comme suit :

L'eau de l'exploitation est assurée par 3 voies d'approvisionnement :

- l'adduction du réseau public pour l'alimentation en eau représentant un volume annuel maximal de 1 500m<sup>3</sup> pour un débit maximal à 7m<sup>3</sup>/h :

- du centre de conditionnement (dont calibreuse):

- 47 m<sup>3</sup>/an: calibreuse + autres

- 1 145 m<sup>3</sup>/an : tunnel de lavage palettes / intercalaires et laveuse d'alvéoles

- 182 m<sup>3</sup>/an pour les usages sociaux

- du local de ramassage des œufs : l'utilisation d'eau est marginale et correspond au lavage du sol

- le forage privé représentant un volume total de 10 000 m<sup>3</sup>/an pour un débit maximal à 6 m<sup>3</sup>/h existant pour :

- l'abreuvement des poules : 5 922 m<sup>3</sup>/an ;

- l'alimentation en eau du système de rafraîchissement de l'air dans les bâtiments d'élevage : 405 m<sup>3</sup>/an ;

- le nettoyage des poulaillers : 10 m<sup>3</sup>/an ;

- le nettoyage des véhicules transportant les œufs ;

- l'alimentation pour le nettoyage du hangar de stockage des fientes, des locaux techniques et du hangar de maintenance ;

- le canal d'irrigation de la Garonne afin de compléter en eau, en cas de besoin, la réserve incendie identifiée sur les plans « bassin d'orage / réserve incendie » pour la lutte contre les incendies exclusivement sur le site, représentant une capacité plus ou moins importante par rapport aux besoins exclusifs des services de secours. »

### **Art. 12. – Récupération**

L'article 39-1 de l'arrêté préfectoral complémentaire consolidé n°118 du 15 juillet 2019 est modifié comme suit :

La phrase suivante est rajoutée à la fin de l'article : « Les boues extraites du curage du dispositif autonome de traitements des eaux usées sont récupérées par un prestataire externe agréé. »



### Art. 13. – Identification des effluents ou déjections

L'article 39-2 de l'arrêté préfectoral complémentaire consolidé n°118 du 15 juillet 2019 est remplacé comme suit :

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories suivantes :

Type d'effluents ou déjections	Production ou consommation annuelle	Ouvrage de stockage
Fientes de volailles déshydratées (soit plus de 80 % de matière sèche)	913 tonnes/an, 2,5T/j	Hangar de stockage des fientes déshydratées
Eaux de nettoyage et désinfection des poulaillers	10 m <sup>3</sup>	Fosse de 40 m <sup>3</sup> en bout de chaque bâtiment d'élevage
Eaux de nettoyage et désinfection des locaux de ramassage des œufs, du centre de conditionnement d'œufs et des eaux usées des sanitaires du site	1 400m <sup>3</sup>	Système assainissement autonome non collectif = dispositif de traitement des eaux usées
Boues extraites du dispositif de traitement des eaux usées	10.5 m <sup>3</sup>	Directement récupérées par un prestataire externe agréé.

### Art. 14. – Stockage des effluents

L'article 39-3-1 de l'arrêté préfectoral complémentaire consolidé n°118 du 15 juillet 2019 est modifié comme suit:

La phrase « l'exploitant dispose également d'un bassin d'eau d'une capacité de 120m<sup>3</sup> » est supprimée.

## TITRE 11: DÉCHETS

### Art. 15. – Déchets produits par l'établissement

L'article 45 de l'arrêté préfectoral complémentaire consolidé n°118 du 15 juillet 2019 est remplacé comme suit :

Les déchets dangereux sont définis par les articles R. 541-8 du code de l'environnement.

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont limités aux quantités suivantes :

Chapitre nomenclature	Codes	Nature	Quantité annuelle
Déchets provenant de l'agriculture	02 01 06	Fientes de poules	913 tonnes
	02 01 02	Cadavres de volailles	2434kg
	02 01 02	Plumes	72kg
Déchets provenant de la préparation et de la transformation des aliments	02 02 02	Coquilles d'œufs	300 kg
Déchets provenant des soins vétérinaires	18 02 01	Objets piquants et coupants	200 g
Déchets assimilés provenant des industries	20 01 01	Papiers et cartons	50 tonnes
	20 01 02	Verres	5 kg
	20 01 33	Accumulateurs	20 kg
	20 01 26	Huiles et matières grasses	2 502 kg
	20 01 39	Matières plastiques	4 tonnes
	20 01 99	Encombrants	15 tonnes

## **TITRE 13 : DISPOSITIONS APPLICABLES A LA FABRICATION D'ENGRAIS ET SUPPORT DE CULTURE A PARTIR DE MATIÈRES ORGANIQUES**

### **Art. 16. – Procédure d'admission**

L'article 56 de l'arrêté préfectoral complémentaire consolidé n°118 du 15 juillet 2019 est modifié comme suit :

la phrase « les fientes exclusivement produites sur l'élevage pour un volume de 1521 tonnes par an » est remplacée par « les fientes exclusivement produites sur l'élevage pour un volume de 913 tonnes par an ».

### **Art. 17 – conditions de stockage**

L'article 57 de l'arrêté préfectoral complémentaire consolidé n°118 du 15 juillet 2019 est remplacé comme suit :

« L'installation de valorisation des fientes comprend au minimum un hangar couvert de 1 275 m<sup>2</sup>, et une surface au sol de l'andain de stockage de 640 m<sup>2</sup> pouvant atteindre au maximum 800 m<sup>2</sup>, soit un volume de stockage d'environ 2 300 m<sup>3</sup>, pouvant être porté à 3 200 m<sup>3</sup> si besoin.

Les fientes déshydratées sont déposées en tas par répartiteur linéaire provenant du séchoir de déshydratation.

L'aire de stockage est dimensionnée de façon à permettre l'entreposage de l'ensemble des produits fabriqués incluant la période pendant laquelle les sorties de ces produits en dehors de l'exploitation ne sont pas possibles.

Tout stockage à l'extérieur du hangar prévu à cet effet est interdit, même temporairement. »

### **Art. 18 - Déroulement du procédé de valorisation des fientes**

L'article 58-1 de l'arrêté préfectoral complémentaire consolidé n°118 du 15 juillet 2019 est remplacé comme suit :

« Après transit par une gaine de pré séchage à l'intérieur des poulaillers, le taux de matière sèche des fientes est amené à 60 %. Ces fientes sont alors transportées par un convoyeur aérien jusqu'au tunnel de séchage (séchoir de déshydratation). Cette déshydratation portera le taux de matière des fientes à plus de 80 %.

L'émiettement par le répartiteur linéaire automatique permet de déposer uniformément les fientes déshydratées sur l'aire de stockage prévue à cet effet.

L'approvisionnement du tas dit « andain » est constitué sur une période de sept à 9 mois. Il constitue un lot de production pour la valorisation des fientes déshydratées selon la norme NFU 42-001 avant de subir une vérification de la norme française précitée. Il est déplacé vers l'avant du bâtiment au fur et à mesure des chargements afin de pouvoir commencer l'andain suivant sous le tapis qui constituera le lot suivant.

## **TITRE 16 : DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES AUX ÉLEVAGES INTENSIFS SOUMIS A LA DIRECTIVE IED**

### **Art. 19 – Transmission du dossier de réexamen**

l'article 66-2 de l'arrêté préfectoral complémentaire consolidé n°118 du 15 juillet 2019 est supprimé.

### **Art. 20 – Élevage intensif soumis à la directive IED**

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des Meilleures Techniques Disponibles (MTD) définies dans la Décision d'exécution (UE) 2017/302 susvisée conformément au dossier de réexamen des MTD déposé par l'exploitant et validé le 23 juin 2020 ainsi que dans le dossier de porter à connaissance susvisé.



A ce titre, à partir du 21 février 2021, les MTD décrites dans le dossier de réexamen, validées le 23 juin 2020, sont mises en œuvre par l'exploitant.

Sans préjudice des dispositions de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, l'installation respecte les niveaux d'émission.

L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles.

## **TITRE 18: ÉCHÉANCES**

### **Art. 21 – Transmission de documents à l'inspection des installations classées**

L'article 71 de l'arrêté préfectoral complémentaire consolidé n°118 du 15 juillet 2019 est supprimé.

## **TITRE 19 : DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES**

### **Art. 22 – Autres dispositions**

Les autres dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire consolidé n°118 du 15 juillet 2019 susvisé restent en vigueur.

### **Art. 23– Frais**

Tous les frais occasionnés par les études, analyses et les travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

### **Art. 24 – Sanctions**

Les infractions ou inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraînent l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre 1<sup>er</sup> du code de l'environnement.

### **Art. 25 – Publicité**

En vue de l'information des tiers :

- Une copie du présente arrêté est déposée à la mairie de Grenade sur Garonne et peut y être consultée ;
- Un extrait de cet arrêté est affiché dans cette mairie pendant une durée minimum d'un mois ;
- Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture de Haute-Garonne ;
- L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Haute-Garonne pendant une durée minimale de 4 mois.

### **Art. 26 – Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Toulouse :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être saisi, non seulement par courrier mais également par l'application informatique Télérecours, accessible par le lien <https://www.telerecours.fr>.

#### **Art. 27 – Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, la directrice départementale de la protection des populations, le directeur départemental des territoires et le maire de la commune de Grenade sur Garonne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui est notifié à la SCEA ROUMAGNAC.

Fait à Toulouse le 24 MARS 2022

Pour la Préfet  
et par délégation  
Le Secrétaire Général  
Denis OLAGNON